

TPG : La fiscalité en Irlande par Carmen Souviron

La question de la fiscalité en Irlande est largement discutée tant au sein de l'Union Européenne qu'à l'échelle internationale. Durant de nombreuses années, l'Irlande a été perçue comme un paradis fiscal, attirant une multitude d'entreprises multinationales grâce à son taux d'imposition des sociétés très réduit de 12,5 %. Grâce à un régime fiscal avantageux, des géants technologiques tels qu'Apple et Google ont pu établir leur siège général européen en Irlande, ce qui a favorisé l'expansion économique du pays. Toutefois, cette approche a provoqué des contestations et des préoccupations, particulièrement en ce qui concerne la fraude fiscale et l'équité parmi les membres de l'UE.

Les enjeux sont complexes : l'Irlande connaît une prospérité économique croissante, alors que d'autres nations de l'UE soulignent le handicap compétitif que cela engendre pour leur économie nationale. Cette division engendre la question suivante : comment l'Irlande peut-elle préserver son attrait fiscal tout en satisfaisant les exigences grandissantes de l'UE concernant la justice fiscale et la lutte contre l'évasion fiscale ? Il est crucial de réfléchir à l'impact de ce système sur l'avenir économique de l'Irlande et de l'Europe.

Irlande : paradis fiscal ou paradis entrepreneurial ?

Un « paradis fiscal » fait référence à un pays ou une zone où les taux d'imposition sont extrêmement faibles, voire nuls, attirant de ce fait des sociétés et des particuliers désireux de réduire leur fardeau fiscal. On décrit fréquemment l'Irlande comme un paradis entrepreneurial plutôt qu'un paradis fiscal, car elle propose un contexte particulièrement propice à la fondation et à l'expansion d'entreprises. Grâce à des procédures simplifiées pour démarrer une entreprise, des installations de pointe et une force de travail compétente, le pays séduit un grand nombre d'entrepreneurs. En outre, l'appui du gouvernement à la recherche et à l'innovation, combiné à l'accès à un large marché européen, augmente son attractivité. Au-delà de ses bénéfices fiscaux, l'Irlande se distingue par une combinaison de facteurs qui en font un environnement propice à l'innovation et à la croissance.

Cadre historique et législatif :

Évolution de la fiscalité en Irlande

Depuis les années 1980, le système fiscal irlandais a subi des changements importants. C'est à cette période que l'Irlande a lancé une série de réformes destinées à moderniser son économie et à séduire les investissements venus de l'étranger. En 1996, l'administration a établi un taux d'imposition de 10 % sur les sociétés pour les nouvelles entreprises, ce qui a favorisé la transformation du pays en un centre d'attraction pour les multinationales. En 2003, ce taux a connu une légère hausse pour atteindre 12,5 %, néanmoins il demeure l'un des plus faibles en Europe (le deuxième après la Belgique)

Cette stratégie a porté ses fruits, positionnant l'Irlande parmi les dix premiers centres paradis fiscaux au monde selon le classement réalisé par Zone Bourse.

Le régime fiscal irlandais est caractérisé par plusieurs éléments clés qui attirent les entreprises :

1. **Changement en matière de fiscalité :** Depuis les années 1980, l'Irlande a modifié son régime fiscal dans le but d'attirer des investissements venus de l'étranger. En 1996, une imposition de 10% a été mise en place pour les entreprises nouvellement créées, augmentée à 12,5% en 2003. De nombreuses multinationales sont poussées à s'établir en Irlande en raison de ce taux faible.

2. Avantages fiscaux : Le système fiscal de l'Irlande offre des crédits d'impôt pour la recherche et le développement, permettant aux sociétés de récupérer jusqu'à 25 % de leurs dépenses en R&D (recherche et développement). Ces démarches favorisent l'innovation et les investissements.

3. Accords de double imposition : L'Irlande a signé de nombreux accords pour éviter la double imposition (lorsque le même revenu est taxé dans deux pays différents, facilitant ainsi les opérations internationales des entreprises et renforçant son attractivité en tant que centre fiscal.

Cependant, cette politique a donné l'impression que des entreprises échappent à l'impôt, car elles utilisent les failles du système pour payer moins d'impôts. L'Irlande doit donc trouver un équilibre entre les avantages économiques de sa fiscalité avantageuse et les attentes de l'Union européenne en matière de clarté et d'équité fiscales.

Avantages du système fiscal irlandais :

Attractivité pour les multinationales :

L'Irlande est devenue un lieu de choix pour de nombreuses multinationales, en particulier dans les secteurs technologique et pharmaceutique. Des entreprises comme Apple, Google, ainsi que des géants de la médecine et de la pharmacie tels que Pfizer et Johnson & Johnson ont choisi d'établir leur siège européen en Irlande en raison de son taux d'imposition sur les sociétés très bas, fixé à 12,5 %. Ce régime fiscal avantageux leur permet de réduire considérablement leur charge fiscale, ce qui est particulièrement attractif pour les entreprises qui réalisent des bénéfices importants. De plus, l'Irlande offre un environnement favorable à l'innovation, avec des incitations fiscales pour la recherche et le développement. Cela a contribué à faire du pays un centre attractif technologique et pharmaceutique dynamique, attirant des investissements massifs.

Impact économique :

L'impact économique de cette attractivité est considérable. La présence de ces multinationales, notamment dans le domaine de la santé et la technologie, a entraîné la création de milliers d'emplois, tant directement au sein des entreprises que dans les secteurs connexes. Selon des données économiques, la contribution des entreprises étrangères au PIB irlandais est significative, ce qui a également permis d'augmenter les recettes fiscales pour le gouvernement. Cette dynamique économique a aidé à sortir l'Irlande de la crise financière de 2008, avec un taux de chômage qui a diminué grâce à l'essor de l'emploi dans le secteur technologique et pharmaceutique.

Critiques et défis

Évasion fiscale et inégalités

Cependant, le système fiscal irlandais n'est pas sans critiques. De nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer l'évasion fiscale que favorise cette politique. Les multinationales, en utilisant des stratégies d'optimisation fiscale, peuvent parfois payer très peu d'impôts par rapport à leurs bénéfices réels, ce qui soulève des questions d'équité. Ces pratiques sont perçues comme injustes par d'autres États membres de l'UE, qui estiment que cela nuit à leur capacité à collecter des impôts et à financer les services publics.

Réponses de l'UE

Face à ces préoccupations, l'Union européenne a lancé plusieurs initiatives pour contrer l'évasion fiscale. Par exemple, des directives telles que la Directive sur la coopération administrative visent à améliorer la transparence fiscale entre les États membres. De plus, des

pressions sont exercées sur l'Irlande pour qu'elle adapte son régime fiscal afin de répondre aux normes européennes de justice fiscale. Ces efforts cherchent à créer un cadre fiscal plus équitable et à réduire les disparités entre les pays de l'UE, tout en maintenant un équilibre avec les intérêts économiques de l'Irlande.